

**République centrafricaine -
Déclaration de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à l'issue de la
signature d'accords d'aide
humanitaire et de développement,
en présence du président Touadéra.
Palais de la Renaissance
(Bangui, 02 novembre 2018)**

Monsieur le Président de la République,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je suis venu à Bangui pour témoigner de la permanence du soutien de la France à la République centrafricaine. Je suis heureux dans ce cadre de pouvoir signer ici, au palais de la Renaissance, trois beaux projets qui symbolisent l'engagement de la France aux côtés des Centrafricains dans ce qu'il y a de plus concret : la remise d'une aide budgétaire de 6,6 milliards de francs CFA, une déclaration d'intention pour la cession de 300 mètres linéaires de ponts et une déclaration d'intention pour un programme de l'AFD de 7,9 milliards de francs CFA qui bénéficiera aux populations déplacées dans l'ouest du pays. Les Centrafricains ont besoin d'une administration forte, moderne, efficace et redevable. L'aide budgétaire que la France leur apporte aujourd'hui, qui représente deux mois de salaire pour les fonctionnaires, y contribuera certainement. Cette convention s'inscrit dans l'engagement historique de notre pays en faveur de la bonne gouvernance et du redressement économique et financier de la République centrafricaine. Mais cette convention constitue également, Monsieur le Président de la République, un témoignage de soutien aux progrès que vous avez obtenus en matière de gouvernance financière. Et c'est une manière aussi de vous encourager à poursuivre les efforts en faveur de la réforme des finances publiques, notamment en matière de mobilisation des recettes intérieures et douanières. Et cette initiative-là complète aussi, vous le savez, nous en avons parlé il y a un instant, les efforts de partenariat dans le domaine de la formation des cadres de l'administration centrafricaine.

En ce qui concerne la cession des 300 mètres linéaires de ponts, elle s'inscrit dans le programme de désenclavement des régions que nous portons avec nos partenaires de l'Union européenne. C'est un investissement pour l'avenir des populations, c'est une étape essentielle pour faciliter la mobilité des biens et des personnes, non seulement vers Bangui, mais aussi vers les régions. Le pont, remis en état, peut changer la vie d'une communauté, l'inclure dans les voies du commerce et favoriser l'essor économique. Un pont remis en état, cela signifie aussi le retour des services étatiques dans les provinces difficiles d'accès, et plus largement une amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens. Voilà le genre d'avancées concrètes dont

la République centrafricaine a besoin.

Nous nous engageons sur les trois premiers cents mètres dans une très grande rapidité puisque les premiers éléments seront livrés dans les jours qui viennent à Douala, je crois, et arriveront ici très rapidement. Ils seront suivis d'une deuxième tranche de 300 mètres, ce que je vous ai confirmé, Monsieur le Président de la République, tout à l'heure, et ils seront suivis d'autres engagements.

Nous sommes donc dans la logique de co-développement que vous soutenez et que nous partageons.

Enfin, nous venons de signer aussi une déclaration d'intention pour un programme de l'AFD de près de huit milliards de francs CFA, qui cible surtout, mon collègue l'a rappelé dans son propos, les populations centrafricaines déplacées dans la zone frontalière avec le Cameroun, à la fois du côté centrafricain et du côté camerounais. Il s'inscrit dans le cadre de l'initiative "Ga Songo", c'est-à-dire "Commencer la paix" qui, à l'initiative de l'AFD, vise à appuyer le redressement de la République centrafricaine. Ce projet est un pilier central de cette initiative, c'est un projet ambitieux qui sera mis en oeuvre dès le premier semestre 2019 et qui contribuera à renforcer la gouvernance et le tissu économique, à relancer l'économie rurale et à favoriser le retour des réfugiés. Il sera porté par un groupement d'ONG, en étroite collaboration avec les autorités locales.

Voilà, Monsieur le Président de la République, Mesdames et Messieurs, trois projets qui témoignent, au-delà des discours de soutien, que la France s'engage concrètement pour soutenir votre pays dans son redressement. Et soyez assurés que ce soutien se poursuivra de manière déterminée à l'avenir. Voilà ce que j'étais venu vous dire ici au nom du président de la République française, Emmanuel Macron, et en redisant ici la force de l'amitié entre la République centrafricaine et la France. Merci./.